

BURUNDI

Combien de personnes devront encore mourir avant que la communauté internationale ne réagisse ?

Index AI : AFR 16/20/95

Le monde continue de fermer les yeux sur les atrocités commises au Burundi, où plus de 1 000 personnes sont tuées tous les mois par les forces gouvernementales et les groupes armés, a déclaré Amnesty International aujourd'hui (mardi 20 décembre 1995).

« Alors que plus de 100 000 personnes ont été massacrées depuis le début de la guerre civile en octobre 1993, la communauté internationale, par son silence et sa passivité, ne fait rien pour aider les victimes », ajoute l'Organisation.

Plus de 1 300 personnes ont été tuées depuis le début du mois de novembre 1995. Amnesty International fait état des homicides dont elle a eu connaissance depuis cette date. Cependant, elle est parfaitement consciente qu'un grand nombre de massacres, qui ont eu lieu dans les provinces inaccessibles de Bubanza et Cibitoke – où les affrontements entre les forces gouvernementales et les rebelles se sont intensifiés au cours de l'année 1995 – n'ont pas été signalés. La plupart des victimes sont des civils non armés, notamment des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Selon Amnesty International, « le gouvernement s'est montré incapable d'empêcher ses forces de sécurité de tuer illégalement des civils non armés et de commettre d'autres violations des droits de l'homme ».

La plupart des personnes tuées par les forces de sécurité sont des membres de la communauté hutu, dont est issu le parti politique majoritaire, le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), du président Sylvestre Ntibantunganya. Le 14 novembre, par exemple, les forces gouvernementales ont assiégé Gasarara, dans l'arrondissement de Kangosha (province de Bujumbura), et tué au moins 430 civils non armés, pratiquement tous hutu. Les soldats ont également pillé les biens et mis le feu aux maisons. Selon certaines informations, des civils ont été abattus par balle ou à coups de baïonnette après s'être rassemblés dans l'école où on les avait incités à se réfugier, soi-disant pour leur sécurité.

Dans une lettre adressée le 20 novembre au gouverneur de la province, l'administrateur de l'arrondissement de Kangosha a déclaré qu'il avait dénombré 421 victimes : 40 hommes, 73 femmes, 165 garçons et 143 filles. Une enquête menée par des responsables de la sécurité aurait conclu qu'au moins 430 personnes avaient été tuées. Selon d'autres sources, au moins 500 personnes auraient été victimes d'exécutions extrajudiciaires et de nombreuses autres auraient "disparu". Les résultats de l'enquête n'ont pas été rendus publics.

« Lorsque les personnes chargées de la sécurité mettront fin à leur politique du silence, alors, et alors seulement, le cycle de l'impunité pourra être brisé et les responsables traduits en justice », a déclaré l'Organisation.

Près de 300 civils non armés, hutu pour la plupart, auraient été illégalement tués par les forces de sécurité entre le 6 et le 7 décembre, dans les quartiers et les banlieues Mutanga-Nord, Kangosha, Kiriri et Gihosha de Bujumbura. Au moins 270 des victimes ont été tués sur la colline de Sororezo, par des soldats utilisant des armes automatiques, des roquettes et des hélicoptères de combat. Ces massacres ont eu lieu peu de temps après ce que les autorités burundaises ont qualifié d'affrontements entre les forces gouvernementales et les rebelles appartenant au Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), de majorité hutu. Le CNDD a nié toute participation à ces affrontements. Certaines des attaques des forces gouvernementales semblent s'insérer dans le droit

fil des tentatives des forces de sécurité, à majorité tutsi, de vider la capitale de tous ses habitants hutu.

Les groupes armés hutu ont également tué un grand nombre de Tutsi. Dans l'arrondissement de Muruta (province de Kirundo), par exemple, une bande armée a attaqué le camp Campazi abritant des personnes déplacées d'origine tutsi, tuant 40 d'entre elles. Par ailleurs, certains des homicides perpétrés par les milices tutsi ont été commis avec le soutien ou la complicité des forces de sécurité. D'autres homicides ont été signalés dans l'arrondissement de Kanyosha le 26 novembre, quand des soldats ont attaqué un groupe de jeunes qui jouaient au foot, à l'école primaire de Nyamaboko. Certains soldats auraient accusé un des jeunes, originaire de Rumonge, d'appartenir à la bande ayant saboté une centrale électrique dans cette ville. Ils ont passé à tabac le jeune garçon, puis l'ont abattu. Paniqués, les autres garçons se sont enfuis en courant, poursuivis par les soldats. Ces derniers se sont alors déchaînés et ont tué au moins 500 personnes dans les environs.

Un observateur basé à Bujumbura a déclaré à Amnesty International : « Il est tragique de constater que la communauté internationale – tant les diplomates étrangers que les représentants des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) – est devenue un spectateur impuissant. La plupart des homicides sont perpétrés par les forces gouvernementales, mais lorsque celles-ci font l'objet de critiques, les autorités burundaises se plaignent de ce que l'armée est "diabolisée" ».

Les groupes armés tutsi ou à majorité hutu semblent être entrés en compétition pour savoir combien de civils soupçonnés de soutenir leurs rivaux ils sont capables de tuer. Dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre, au moins quatre personnes ont été abattues et 20 autres blessées par une bande armée, dans le quartier de Bugenzi à Bujumbura.

Les membres des forces de sécurité et des groupes armés continuent à prendre pour cibles des personnalités burundaises. Ainsi, dans la soirée du 2 décembre, au moins cinq hutu ont été emmenés par des soldats dans le quartier Mutanga-Nord de Bujumbura. Il s'agissait d'Élie Ndikumana, un responsable du ministère des Travaux publics et de l'Équipement, de Gaspard Nzikobanganka, de Nestor Katihabwa, un étudiant burundais, de Sylvestre Nigonzima, et d'un gardien de nuit appelé Donatien. Quelques jours plus tard, on a retrouvé leurs corps, ainsi que celui d'une personne non identifiée, près de l'aéroport de Bujumbura : ils avaient apparemment été victimes d'exécutions extrajudiciaires.

Lors de l'opération anti-insurrectionnelle menée les 6 et 7 décembre, les forces gouvernementales ont également attaqué le domicile de plusieurs responsables hutu, parmi lesquels Augustin Nzojibwami, secrétaire général du FRODEBU, Fabien Sagatwa, secrétaire d'État à la sécurité, et Antoinette Bazikwankana, ancienne responsable au sein de la présidence l